Manifeste pour l'avènement d'une société du plein emploi durable



Une utopie réaliste
proposée par François Quintreau
dans le cadre d'un groupe de réflexion
de Solidarités nouvelles face au chômage.

2026

Solidarités nouvelles face au chômage (SNC)

L'association SNC, reconnue d'intérêt général, accompagne les personnes sans emploi, quelle que soit leur situation. Assuré sur l'ensemble du territoire métropolitain par des binômes de bénévoles formés, ce soutien gratuit dure le temps qu'il faut, en fonction des besoins des chercheurs et chercheuses d'emploi. En 40 ans, SNC a aidé près de 100 000 personnes vers l'emploi. SNC a aussi pour mission de participer au débat citoyen et de faire connaître la réalité des personnes au chômage à l'opinion publique et aux décideurs.

Manifeste pour l'avènement d'une société du plein emploi durable

Ensemble, mettons fin au chômage de masse en réconciliant les enjeux sociaux, économiques et écologiques !

Sommaire

Éditos - par Denys Neymon et Céline Settimelli ..... p. 2

Préambule - par François Quintreau ..... p. 3

Partie 1 - Nous sommes en 2040 ..... p. 5

Partie 2 - Un chemin pour y parvenir ..... p. 27

Partie 3 - Et maintenant ? ..... p. 51

Annexes ..... p. 57

Éditos

En 1985, à la création de SNC, le taux de chômage était de 7,7 %. Un peu plus de 40 ans après, il est de 7,9 % ! Comment pouvons-nous accepter cette situation ? Comment laisser autant de nos concitoyens au bord de la route ? C'est non seulement profondément injuste, mais c'est aussi totalement inefficace de renoncer à la contribution de tant de personnes à la vie de nos territoires, au développement de nos ambitions communes et finalement à notre communauté nationale. À d'autres moments de notre histoire, nous avons su proposer un projet de vie pour notre pays. Autour de nous, beaucoup de pays européens font mieux : il est temps de réagir. **Nous proposons de fixer un objectif simple : le plein emploi durable en 2040.**

Il s'agit de réduire le chômage au strict minimum nécessaire aux ajustements conjoncturels du marché de l'emploi (chômage frictionnel). Il s'agit aussi de le faire au sein d'une société où l'équité, la sobriété, la solidarité sont des valeurs partagées et mises en œuvre.
Ce n'est donc pas seulement l'affaire de politiques publiques qui manquent de stabilité, qui promettent sans pouvoir tenir et qui ne laissent pas la place nécessaire aux décisions et aux responsabilités locales. C'est d'abord l'affaire des individus, des collectifs où se jouent action et solidarité, des entrepreneurs conscients de leurs responsabilités, des élus qui œuvrent pour le bien commun. La résolution des crises politiques, économiques, écologiques et sociales que nous connaissons et qui sont devant nous est à ce prix.
C'est souhaitable et c'est possible ! Question de travail, de courage et d'imagination.

Denys Neymon
Président de Solidarités nouvelles face au chômage

Grâce à la Fresque de l'emploi durable (FED), créée en 2022, SNC étend aux générations futures son principe fondamental de solidarité en action face au chômage, en articulant l'urgence écologique aux défis sociaux adressés jusque-là.

Ce manifeste s'appuie sur 40 ans d'écoute des chercheurs et chercheuses d'emploi, d'entraide et de tentatives de réparation des trajectoires individuelles abîmées par le chômage, la privation d'emploi, le déclassement, la précarité ou l'isolement.
Aujourd'hui, nous souhaitons montrer qu'une voie existe pour transformer la société et agir sur notre trajectoire collective.
D'autres voix existent à nos côtés, convaincues aussi qu'il est possible de répondre aux défis de notre temps, en ne laissant personne au bord de la route de l'emploi : **mettons-nous en mouvement ensemble.**

Céline Settimelli
Déléguée générale de Solidarités nouvelles face au chômage

Préambule

Ce manifeste est une intention collective de transformation.

À travers ces travaux systémiques et de long terme, nous souhaitons obtenir une symétrie des formes entre la neutralité carbone 2050 et le plein emploi durable socialement souhaitable en 2040. Nous souhaitons impulser une envie et une responsabilité, dans la durée, au plus grand nombre. Nous avons choisi de travailler sur une cible à 2040, et non 2050, car la transition écologique, pour être acceptée socialement, doit démontrer au plus tôt son apport social et économique. Par ailleurs, autant la neutralité carbone n'est pas atteignable en 2040, autant le plein emploi durable peut l'être.



En 2010, dans son ouvrage *L'abondance frugale, pour une nouvelle solidarité*, Jean-Baptiste de Foucauld, fondateur de Solidarités nouvelles face au chômage, écrivait : « *Faute d'avoir corrigé à temps les déséquilibres, nous voilà confrontés au défi de résoudre trois crises majeures en même temps. Celle du chômage et de l'exclusion d'abord. La crise écologique ensuite. La crise financière, enfin.* » [1]
Plus de 15 ans plus tard, force est de constater que la situation ne s'est pas améliorée, bien au contraire.

Aujourd'hui, ces crises sont exacerbées par une économie prédatrice où la démocratie et les faits scientifiques sont devenus des contre-pouvoirs peu puissants. En découlent des formes d'individualisme qui fragmentent les sociétés, attisent le repli sur soi, voire le rejet de l'autre, et, *in fine*, la souffrance ; la nôtre et celle de l'autre.

Le résultat ?

- Une grande accélération écocidaire (sept des neuf limites planétaires dépassées[2], un emballement du dérèglement climatique[3], la disparition de plus de 70 % des vertébrés sauvages et des insectes depuis 1970[4]) ;
- Des problèmes de santé physique et mentale liés au travail (25 % des salariés français se disent affectés[5]) ;
- Les solidarités attaquées (baisse des emplois aidés, des allocations chômage, des subventions aux associations, remise en question de l'aide médicale d'État, etc.) ;
- Une fragilisation des démocraties.

Alors, que faire ?

Nous devons nous adapter aux crises croissantes… tout en travaillant à un autre fonctionnement, à un nouveau récit pour l'avenir. **L'intelligence humaine nous permet d'imaginer d'autres narratifs et il est temps de la mobiliser, collectivement.** C'est le pari que nous faisons en écrivant ce manifeste, en reprenant à notre compte cette pensée de Paul Ricœur : « *Raconter, c'est donner sens, formuler une cohérence dans le chaos.* »[6]

Nous portons l'intention d'une transformation qui apporte une solution concrète et pérenne à la situation actuelle des personnes les plus vulnérables. Nous appelons ainsi à une écologie source d'amélioration sociale.



François Quintreau
Secrétaire de Solidarités nouvelles face au chômage
Cofondateur de la Fresque de l'emploi durable

Ajouter les persos

Nous sommes en 2040

PARTIE 1

Les personnages



Camille Valdorin

Étudiante en agronomie dans une grande ville, elle revient régulièrement dans sa contrée d'origine pour voir sa famille, propriétaire d'une usine de transformation agro-industrielle à Bois-Renaud. Impliquée dans plusieurs associations militantes, elle s'interroge sur le modèle à adopter.



Dominique Tellier

Ancien ouvrier dans l'industrie automobile, il a subi un plan de licenciement, puis s'est formé à l'installation et à la réparation de pompes à chaleur. Grâce à une prime à la mobilité, il a pu s'installer à Bois-Renaud.



Yasmina Khellali

Caissière dans une enseigne de grande distribution, elle essaie d'améliorer collectivement les conditions de travail. Elle quitte finalement ce secteur. Avec l'aide d'une association, elle effectue un stage dans une épicerie coopérative, Le cabas solidaire, où elle devient salariée.



Alexandre Valdorin

Chef d'entreprise, il a hérité de l'empire familial de production de nuggets de poulet ultra-transformés. Il doit s'adapter aux réformes pour une alimentation saine et à l'évolution des mentalités, qui le pousseront à réorienter son activité.



Marlène Dubois

Entrepreneuse, elle a fait fortune en vendant sa société d'intelligence artificielle (IA). Son fils Tristan est en arrêt de travail depuis qu'on lui a annoncé qu'il serait bientôt remplacé par un agent IA. Marlène se remet en question, et décide d'utiliser son argent pour financer des projets à impact positif.



Dans la contrée du plein emploi durable

Aujourd'hui, le village regorge de projets !

On sent que les associations sont dynamiques...

Regarde, le bistrot de la place a rouvert !

Oui, j'étais à leur soirée d'inauguration l'autre jour, vraiment très sympa ce concert...

Sans France Travail qui m'a aidé à changer de ville et de métier, je n'aurais jamais imaginé cette nouvelle vie d'artisan à la campagne...

Et tu n'aurais pas installé toutes les pompes à chaleur du coin !

ASSOCIATION LA BASCULE

FRANCE SERVICES

Les FRAISES sont arrivées ! Garanties BIO TVA réduite !

Et toutes ces réformes qui ont bousculé notre consommation...

Y'a pas à dire, on mange mieux.

Et moins carboné ! Même l'usine de ma famille est passée des nuggets ultra-transformés aux produits bio & végétaux.

Cela n'a pas été simple, mais quel chemin parcouru ! Aujourd'hui, les salariés sont satisfaits de leur job.

Valdorin

Super, les nouvelles recrues sont arrivées !

Encore des embauches ? La baisse du chômage à 3% c'est toi en fait !

On se retrouve sur scène ce soir, alors ?

Tiens, reprends quelques fraises... Si jamais t'as encore un coup de stress !

Vers un modèle robuste

L'atteinte du plein emploi durable repose sur un modèle robuste

Le plein emploi visé par SNC en 2040 répond à trois exigences :
- Faire aussi bien que dans les années 1960 du point de vue du plein emploi ;
- Faire mieux que 2025 au niveau social, économique et environnemental ;
- Être robuste face aux crises à venir, avant et après 2040.

En effet, au cours de la décennie 1960-1970, le taux de chômage était en moyenne de 1,6 %. Il n'est monté au-delà de 3 % qu'après 1970.
Le plein emploi visé ici pour 2040 correspond à celui des années 1960, sans ses défauts actuels (inégalités entre les genres, pénibilité de certains métiers, souffrance au travail…), et en tenant compte des enjeux de 2040.

"Le chômage résulte de choix politiques ; ce n'est pas une fatalité."
- organisation syndicale

"Ce travail permet de se projeter sur quelque chose de faisable où chacun a une partie de la solution"
- institutionnel de l'emploi



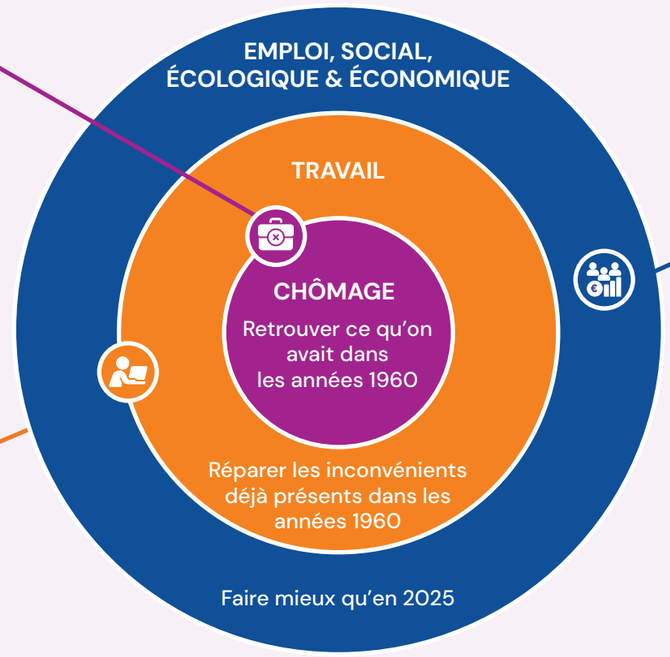
Baisser le taux de chômage à 3%

Avoir moins de 100 000 personnes au chômage de longue durée

Tendre vers 3% le taux de chômage des jeunes, des personnes non diplômées, handicapées et immigrées

Passer sous 15% le nombre de salariés se déclarant en mal-être

Passer sous 5% l'écart de revenu salarial moyen annuel entre les hommes et les femmes



Emploi
- Taux d'emploi stable au dessus de 70%
- Moins de 10% des employés avec statuts précaires

Social
- 3 millions de personnes sorties de la pauvreté
- 6 millions de personnes ne souffrent plus d'isolement relationnel
- 25 milliards € de dons annuels aux associations, 20 millions de bénévoles, +500 000 emplois

Écologique
- 70 milliards € / an pour financer la transition écologique, + 700 000 emplois
- Lutter contre le dumping social et écologique, favoriser la relocalisation industrielle : + 300 000 emplois

Économique
- Solidarité financière : +50 milliards € / an pour financer la transition écologique
- Améliorer les comptes publics : + 56 milliards € / an
- Améliorer la balance commerciale

Les indicateurs clés

Face aux aléas croissants que le dérèglement climatique génère et aux coûts sociaux et économiques des réparations engendrées, SNC appelle à la construction d'une économie favorisant la robustesse[7]**.** Cette dernière permet une meilleure adaptabilité (gérer l'inévitable[8]) et une contribution active et juste à l'atténuation du changement climatique (éviter l'ingérable, en baissant notamment nos émissions carbone). Elle contribue également au développement de notre souveraineté énergétique et à l'amélioration du solde de notre commerce extérieur.

> *"Nous faisons de la politique avec un grand P et ça fait du bien."*
> - organisation de la société civile

Ce modèle macroéconomique favorisant la robustesse se fonde sur quatre piliers :

- **Une réforme fiscale équilibrée** permettant la réorientation des investissements privés vers le secteur de la transition écologique ;
- **Un passage à l'échelle de l'économie sociale et solidaire (ESS)** pour lever les freins à l'emploi et favoriser les emplois inclusifs sans peser sur les finances publiques ;
- **Une régulation du marché par une TVA ajustée** à l'impact social et écologique, une politique douanière et d'accords commerciaux protégeant mieux l'espace économique européen ;
- **Le développement d'un système éducatif** plus égalitaire, facilitant la formation tout au long de la vie et anticipant l'évolution des métiers.

Face aux enjeux de contraction des marges budgétaires, aggravées par les déficits publics, il s'agit de s'engager dans la résorption de la dette publique, et aussi d'inventer un nouveau mode de construction budgétaire et de pilotage, inscrit dans le temps long et intégrant de nouveaux indicateurs propices à la robustesse de notre société : plein emploi, santé au travail, pauvreté, isolement relationnel, etc.

> *"Cette approche systémique est innovante, intéressante et même enthousiasmante."*
> - organisation patronale

Le nouveau paysage du plein emploi durable en 2040

Grâce à une politique volontariste du plein emploi durable, 1,5 million de personnes retrouvent le chemin de l'emploi. Le taux de chômage passe de 7,9% à 3%. Avec la mise en œuvre par l'État d'un plan d'accompagnement renforcé des chercheurs d'emploi de longue durée et d'une politique de sécurisation des reconversions professionnelles, le chômage de longue durée a quasiment disparu en France. En conséquence, plus de 470 000 personnes ayant subi le chômage de longue durée ont retrouvé un emploi. Cela a été rendu possible grâce au développement des acteurs de l'économie sociale et solidaire, aux emplois créés par la transition écologique.

Le lien, c'est la vie ! Grâce à une valorisation de l'engagement bénévole et une fiscalisation encourageant massivement le don, 180 000 associations employant 2,3 millions de salariés œuvrent aujourd'hui activement à une société plus inclusive, solidaire et durable. Les activités de ces associations ont contribué à la sortie de l'isolement de plus de 6 millions de personnes.

Atteindre le plein emploi pour toutes et tous : les jeunes, les personnes non diplômées, les personnes issues de l'exil, les seniors et les personnes en situation de handicap, particulièrement touchés par le chômage, profitent aussi du plein emploi. Grâce à la forte croissance des entreprises à impact, de l'économie sociale et solidaire et à un tissu associatif très dynamique, les plus vulnérables trouvent plus facilement des emplois, car les différents freins au retour à l'emploi (numérique, santé, finance, mobilité, logement…) sont levés.



"Des études menées par France Travail ont mis en évidence que plus de 2 millions de personnes au chômage ne retrouvaient pas un emploi à cause de freins indépendants de leurs compétences : mobilité, logement, finances, santé, garde des enfants, situation d'aidant, …[9]*"*

En application de la Stratégie nationale bas carbone (SNBC), le plan de transformation des emplois compatibles avec les enjeux écologiques, économiques et sociaux ainsi qu'une coordination de tous les acteurs de l'emploi et de la formation ont permis d'**anticiper et d'accompagner efficacement les jeunes et les personnes en reconversion vers des emplois utiles à la société et à leurs attentes.**



« Pour respecter les accords de Paris et limiter le dérèglement climatique à +2 °C d'ici 2100, la SNBC propose une stratégie pour baisser de 5 % par an les émissions carbone jusqu'en 2050. C'est une grande transformation de nos habitudes de consommation et de nos emplois qui est nécessaire. Plus de 8 millions d'emplois du secteur privé seront impactés.[10] »

La prise de conscience du lien étroit entre la croissance à tout prix et ses conséquences délétères sur les humains et les limites planétaires a permis de **passer d'une culture de la compétition à celle de la coopération et de faire advenir une économie réparatrice des dégâts sociaux et environnementaux** générés par l'ancienne économie trop prédatrice.
Le taux de salariés se déclarant en mal-être au travail est maintenant inférieur à 15 % (contre 44 % en 2024).

Ce taux est devenu un indicateur politique majeur au même titre que l'inflation. Les arrêts maladie ont fortement chuté et leur coût pour l'assurance maladie a été divisé par deux en moins de quinze ans. Le rapport entre les 1 % les mieux payés et les 10 % les moins bien rémunérés est de cinq (contre sept en 2025), entraînant un plus fort sentiment d'égalité et de proximité économique et sociale. Les organisations employeuses privées et publiques sont devenues des lieux où, plus qu'aujourd'hui, il fait bon travailler, l'entraide entre collègues est présente, le management est mis au service du projet collectif, de l'épanouissement individuel et pas seulement de la performance économique.
Ce sont également des espaces où la diversité est encouragée, la vulnérabilité acceptée et le dialogue social actif et créatif.

« Les entreprises ne se saisissent pas suffisamment des outils existants (CSSCT[11]*, médecine du travail) et les moyens de contrôle sont défaillants. L'amélioration de la santé au travail de manière générale, et pas seulement psychologique, doit devenir un objectif commun. »*
— organisation syndicale

Les politiques volontaristes ont permis, au niveau européen, de développer de fortes protections contre le dumping social et écologique. Les produits ne répondant pas aux critères sociaux et écologiques établis au sein de l'Union européenne sont interdits de commercialisation. Tous les biens et services commercialisés ont des scores d'engagements sociaux et écologiques. Plus le score est mauvais, plus les droits de douane et la TVA sont importants. Les contrôles se sont renforcés.
Ces politiques ont contribué à réguler le marché vers des marchandises de meilleure qualité écologique et sociale. L'ère où les profits étaient privatisés et les pertes socialisées est derrière nous. Les citoyens s'y retrouvent en achetant des produits de meilleure qualité, en moindre quantité, mais plus durables. L'impact sur l'emploi est très positif : l'agroécologie et l'ensemble des métiers permettant de contribuer à la neutralité carbone se sont développés ; la filière textile française a été soutenue pour proposer des produits de qualité réparables. L'Europe n'importe plus de produits qu'elle juge néfastes et exporte ses produits mieux-disants à l'international ; en réaction et pour conserver leurs parts de marché, les pays pratiquant des formes de « dumping » s'adaptent à un commerce international où le prix bas n'est plus le facteur clé.



« Comme déjà appliquée pour les travaux d'isolation thermique ou l'installation de pompe à chaleur[12]*, une TVA à plusieurs niveaux pourrait contribuer à réorienter l'économie sans choc brutal. Par exemple, trois niveaux pourraient être appliqués : 5 % (bonus) pour les produits et services durables (réparation, train, alimentation bio, rénovation…) ; 20 % (neutre) pour les produits et services standards ; 30 % (malus) pour les produits à fort impact négatif (fast-fashion, SUV lourds, aviation de loisir…).*

L'éducation des enfants et des jeunes s'est enrichie pour intégrer un ensemble de compétences essentielles,

à la fois pour leur développement personnel et pour leur contribution à la société.
Ces apprentissages couvrent des domaines variés, aussi bien techniques (comme l'artisanat, l'agriculture, les soins, la cuisine, le bricolage ou les réparations) que sociaux et culturels (écoute de soi et des autres, vie en collectivité, etc.).
Chacun peut ainsi développer plusieurs talents, s'épanouir et trouver sa place, que ce soit à l'échelle locale ou plus largement. En complément de ces apprentissages de base, des formations régulières permettent d'approfondir, actualiser ou diversifier ses compétences, voire de se réorienter.

Ces périodes, jusque-là associées au chômage, offrent des opportunités pour des parcours plus variés, stimulants et adaptés aux aspirations de chacun, tout en limitant les risques liés à l'usure professionnelle.

> *« Les contrats d'apprentissage devraient être massivement soutenus dans les secteurs utiles à la transition écologique. Ceci faciliterait l'insertion des jeunes éloignés de l'emploi et des personnes en reconversion professionnelle. »*
> — organisation patronale

> *« Aller plus loin que le soutien aux métiers manuels utiles à la transition écologique : former à la vision écologique et pas seulement à la technique pour donner du sens. C'est une véritable bataille culturelle ! »*
> — organisation de la société civile

Les catastrophes sanitaires et écologiques ont conduit les individus à intégrer la nécessité de prendre soin de la planète. Les citoyens ont accepté démocratiquement de renoncer à certaines habitudes de leur mode de vie : moins d'avion et de voiture ; plus de train et de vélo ; moins de viande, plus d'alimentation bio et de saison ; moins de produits de mauvaise qualité et donc moins de renouvellement et plus de réparation ; moins d'écarts entre les revenus ; plus de soutien à l'accompagnement des transitions professionnelles. Les citoyens, dont les plus vulnérables, savent qu'ils y gagnent sur tous les plans : santé, pouvoir d'agir, relation à l'autre, avenir de leurs proches.

> *« Donner aux jeunes une vision claire des métiers de demain et de ceux qui vont disparaître afin d'éviter les orientations vers des formations sans débouchés. »*
> — institutionnel de l'emploi

L'IA a été fortement régulée afin de contribuer à financer les pertes sociales et écologiques qu'elle génère : les tâches s'automatisent, les compétences se déplacent, des profils gagnent en valeur et la tension porte désormais sur l'adaptation. L'économie devient plus fluide, plus agile et surtout plus humaine : la libération du temps humain générée par l'IA sert à renforcer les métiers de la transition, à développer l'ESS par un engagement associatif croissant et à renforcer le lien social. La régulation de l'IA passe aussi par la transparence des algorithmes et un renforcement du *Digital Service Act* européen, afin d'éviter tout risque d'ingérence étrangère dans les processus démocratiques.

> *« Il serait intéressant de développer les jours d'engagement dans les accords collectifs, d'aller vers une hybridation du travail et de renforcer les liens entre les salariés du privé et le monde associatif. »*
> — organisation syndicale

Une nouvelle ère vient d'émerger. L'abondance matérielle laisse place à l'abondance du lien et de la satisfaction des besoins essentiels de toutes et tous. **Cette ère est aussi celle de l'acceptation de la complexité, de la nécessité de renouer avec le vivant en mettant l'écologie au cœur de nos vies.**

C'est peut-être une utopie. Cela peut être un projet de société. Ça dépend de nous.

Pour une transition juste, sociale et réaliste !

Avènement d'une société du plein emploi durable :

Un fort chômage

Taux de **7,9%**

2,5 millions de personnes au chômage

570 000 chômeurs de longue durée

Facteur d'exclusion :
21% des jeunes
15% des non-diplômés
12% des personnes en situation de handicap
12% des personnes issues de l'exil

De fortes inégalités

5,4 millions de personnes sous le seuil de pauvreté

Taux d'emploi stable à **60%**

Les hommes gagnent **15%** de plus que les femmes à temps de travail identique

Le rapport entre les **1 %** les mieux payés et les **10 %** les moins bien payés est de **7**

2025

Une triple crise économique, écologique et sociale

Un mal-être sociétal

6,5 millions de personnes en isolement relationnel

44% des salariés en mal-être

+44% de dépression chez les consommateurs d'aliments ultra-transformés

Des finances fragilisées

45 milliards d'euros de dépenses /an pour l'assurance chômage

12 milliards d'euros de dépenses /an pour les arrêts maladie

10 milliards d'euros /an de dons pour les associations



les indicateurs d'une nouvelle boussole sociale

Un plein emploi inclusif

Taux de **3%**

1 million de personnes au chômage

100 000 chômeurs de longue durée

Création nette de **1,5 million** d'emplois dont :
700 000 avec les investissements dans la transition écologique
300 000 avec la relocalisation des activités industrielles
500 000 avec la réforme du don aux associations

Des inégalités réduites

3 millions de personnes sont sorties de la pauvreté

Taux d'emploi stable **>70%**

Les hommes gagnent **5%** de plus que les femmes à temps de travail identique, **et l'écart continue de baisser**

Le rapport entre les **1%** les mieux payés et les **10%** les moins bien payés est passé à **5**

2040

Le plein emploi durable atteint, une économie robuste

Un mieux-être social

< 500 000 personnes en isolement relationnel

85% des salariés en bien-être au travail

Des finances consolidées

Gain de **25 milliards** d'euros de dépenses / an pour l'assurance chômage

Gain de **25 milliards** /an sur les cotisations supplémentaires

Gain de **6 milliards** de dépenses / an pour les arrêts maladies

25 milliards d'euros /an de dons pour les associations



Avènement d'une société du plein emploi durable : le financement de la transition écologique

En septembre 2025, la Cour des comptes a rappelé que le coût de la transition écologique est bien inférieur à celui de l'inaction[13]. À l'instar d'autres études économiques, comme le rapport Pisani-Ferry-Mahfouz de 2023[14], la Cour des comptes chiffre les besoins à 200 milliards d'euros par an, soit le double de l'enveloppe actuelle, répartis entre public et privé.

« L'agriculture durable sera aussi fortement créatrice d'emplois avec l'augmentation des surfaces cultivées en biologique qui nécessitent plus de main-d'œuvre (30 % d'emplois par hectare en plus[16]), la diversification des cultures, l'irrigation intelligente, l'agroécologie, le reboisement et la gestion forestière. »



« Ces chiffres sont justifiés par un investissement dans la transition écologique, sans précédent, de 70 milliards €/an. Ce manifeste s'appuie sur une hypothèse raisonnable de dix emplois nets créés par million d'euros investis dans l'économie réelle. »

« De nombreux secteurs d'activité seront en forte croissance. Le BTP, les métiers de l'artisanat et de l'électrification des usages seront les grands gagnants avec ceux de l'isolation thermique, de la désimperméabilisation des sols, du renforcement des infrastructures, de la gestion de l'eau, de la restauration des zones humides, et de la renaturation urbaine. »

« Nous mettre d'accord sur des indicateurs à maximiser ou à minimiser pour favoriser l'atteinte du plein emploi durable est essentiel. Ces indicateurs peuvent constituer une nouvelle boussole sociale. »
— organisation de la société civile

« Cette estimation est réaliste et se rapproche d'ailleurs des projections de la Stratégie nationale bas carbone (SNBC) : pour répondre aux enjeux d'atténuation, la SNBC3 estime que 200 000 à 550 000 emplois nets pourraient être créés d'ici 2030[15]. »
— organisation de la société civile

Les gains de productivité générés par l'IA, estimés à 30 %, pourraient se solder par une perte de 2 à 3 millions d'emplois en France d'ici 2040. Des études récentes sont même plus pessimistes avec 5 millions d'emplois supprimés d'ici 2030[17] ! Il est donc essentiel d'anticiper ces risques d'un chômage massif. La transition écologique pourrait être fortement créatrice d'emplois. Mais cela risque de ne pas être suffisant pour compenser les pertes générées par l'IA.

« Quel sera l'impact de l'IA sur l'emploi ? »
— organisation syndicale

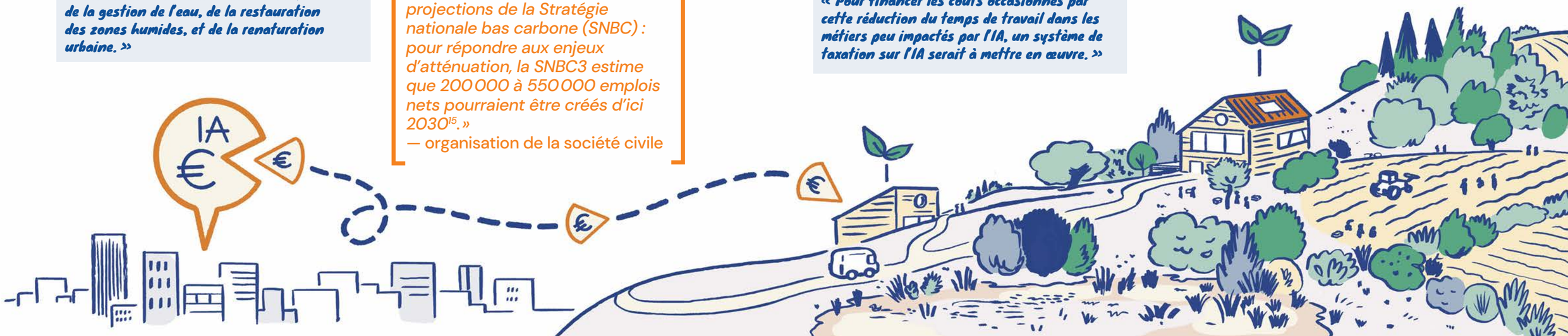
« Une idée intéressante serait la création d'un dividende IA pour qu'une partie des gains de productivité (de 20 à 30 %) obtenus par les entreprises servent à financer la réduction du temps de travail, les programmes de reconversion professionnelle, les métiers du soin et de la transition écologique. »

« Par ailleurs, la mise en place d'une taxe IA sur le chiffre d'affaires réalisé en France par les géants de l'IA permettrait aussi de mutualiser les pertes sociales et écologiques générées par l'IA et freiner ses usages superflus. »



« Il serait donc judicieux de relancer le débat sur la réduction du temps de travail, avec notamment la semaine de 32 heures sur 4 jours. Cela pourrait aussi avoir un impact positif sur les indicateurs de santé au travail. »

« Pour financer les coûts occasionnés par cette réduction du temps de travail dans les métiers peu impactés par l'IA, un système de taxation sur l'IA serait à mettre en œuvre. »



Des obstacles surgiront…

Nous avons identifié quatre grands types de risques, dont la matérialisation compromettrait l'avènement du plein emploi durable. Soyons lucides sur leur probabilité et leur criticité et focalisons-nous sur ceux sur lesquels nous pouvons agir. Certains obstacles surgiront malgré nos efforts de prévention et la manière dont nous avons prévu d'en amoindrir les effets sera mise en échec : soyons agiles.

Des obstacles politiques

› Recrudescence et intensification des conflits liés aux ressources

Des programmes européens, s'appuyant sur les recommandations du rapport Draghi[18], pourraient permettre de développer notre autonomie industrielle et numérique. Ce ne sera pas sans poser la question des rapports entre le Nord et le Sud.

› Sécession des élites et désinformation massive ; division au sein des camps progressistes entraînant des défaites

Dans son ouvrage Où atterrir ? Comment s'orienter en politique, Bruno Latour écrivait *« depuis les années 1980, les classes dirigeantes ne prétendent plus diriger, mais se mettent à l'abri hors du monde »*[19].

Proposons à des représentants des différentes religions et traditions spirituelles, à des philosophes, à des sociologues de contribuer à ces réflexions, comme a commencé à le faire, en 2015, le Pape François : *« Il est fondamental de chercher des solutions intégrales qui prennent en compte les interactions des systèmes naturels entre eux et avec les systèmes sociaux. Il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale. »*[20]

> *« Mieux informer sur la propriété des médias et les intérêts en jeu, défendre la liberté et la diversité de la presse et de l'édition, lutter contre la concentration des médias. »*
> — organisation syndicale

Il semble nécessaire de mieux réguler le secteur de l'influence, les influenceurs d'aujourd'hui étant les publicitaires d'hier. Nous avons besoin d'influenceurs éthiques, encourageant une saine démocratie, luttant contre les intox et s'appuyant sur des faits scientifiques.

> *« Développer des contre-récits mettant en avant un futur souhaitable et des modèles économiques plus durables. »*
> — organisation de la société civile

Des obstacles économiques

› Difficultés des dirigeants d'entreprises engagés à concilier les injonctions contradictoires entre les nécessités de succès économique de l'entreprise et de durabilité des ressources

Une politique de soutien des entreprises contribuant activement à l'émergence de cette économie réparatrice est nécessaire. D'où l'intérêt à développer de fortes protections contre le dumping social et écologique.

> *« Faire grandir des collectifs d'entreprises engagées, favorisant la coopération entre différents acteurs économiques et politiques. »*
> — organisation patronale

› Difficultés à associer tous les dirigeants, parfois indifférents à tout ce qui n'est pas la performance de leur entreprise

Certaines entreprises continueront à privilégier des stratégies de court terme, priorisant le devoir fiduciaire vis-à-vis des actionnaires et l'enrichissement personnel.

> *« Une régulation des secteurs comme la publicité et la communication qui génèrent du business pour des produits néfastes est nécessaire. »*
> — *organisation de la société civile*

› Les transformations profondes induites par l'IA, mal anticipées et destructrices d'emploi

L'intelligence artificielle pourrait générer la suppression de plusieurs millions d'emplois en France.

> *« Nous devons développer des actions de sensibilisation et de pédagogie pour faire comprendre les choix économiques et leurs impacts sur l'emploi. Des débats autour des politiques de plein emploi et des alternatives économiques devraient être médiatisés. »*
> — institutionnel de l'emploi

> *« Il faudrait arriver à taxer l'IA et les robots en fonction de leurs apports (positifs ou négatifs) à la société »* — organisation de la société civile

Des obstacles démographiques et sociaux

› Diminution du soutien aux associations de solidarité, augmentation de la précarité

Une généralisation à l'ensemble des territoires de l'expérimentation Territoire zéro chômage de longue durée pourrait créer des milliers d'emplois pour les chômeurs de longue durée. Le coût net du dispositif[21] a été estimé à 12 000 € par an et par personne.

› Des mutations démographiques profondes (chute de la natalité, vieillissement de la population) font peser la protection sociale sur de moins en moins d'actifs

Une immigration accompagnée peut constituer un élément de réponse. Aujourd'hui, un emploi sur dix est occupé par une personne immigrée (DARES[22]). Parmi l'ensemble des 87 familles professionnelles, 35 métiers se distinguent par une proportion supérieure. Ces professions sont souvent exposées à des conditions de travail contraignantes ou à des tensions sur le marché du travail. La moitié des emplois de ces métiers se trouvent dans les services aux particuliers et aux collectivités ou dans le bâtiment et les travaux publics.

« Un euro investi dans l'emploi des personnes handicapées génère deux euros dans l'économie. »
— organisation de la société civile

Des obstacles écologiques

› Les catastrophes climatiques touchent de plus en plus d'habitants. Les personnes les plus précaires ne peuvent plus s'assurer

Selon France Assureur[23], le montant des sinistres dus aux événements naturels pourrait doubler entre 2020 et 2050 par rapport à la période 1989-2019, pour passer de 73,4 milliards à 143 milliards d'euros. Et le dérèglement climatique s'aggrave plus vite que prévu : sur la période 2020-2023, le coût des sinistres climatiques pour les assureurs est déjà supérieur de 18 % aux projections établies en 2021 à l'horizon 2050.

« Il est indispensable d'orienter davantage de fonds vers la transition écologique vers l'adaptation aux effets du changement climatique. Il faut aussi renforcer les capacités d'action des collectivités territoriales, afin d'adapter les réponses aux spécificités locales et mettre en place des plans d'adaptation territoriaux au changement climatique. »
— organisation de la société civile

› Recrudescence et intensification des phénomènes causés par le dérèglement climatique (inondations, sécheresses, pandémies). L'impact sur la production agricole est de plus en plus important

La France a éprouvé, depuis 1982, l'efficacité face aux aléas naturels du régime CatNat[24] (catastrophes naturelles). Il est indispensable que les citoyens le connaissent, comprennent mieux les mécanismes de la mutualisation des risques et se prononcent sur le maintien voire le développement de son financement.



Un chemin pour y parvenir

PARTIE 2

12 leviers de transformation

Nous avons identifié 12 leviers de transformation, que nous souhaitons mettre en débat.

Consolider les protections sociales et maintenir les filets de sécurité pour soutenir les personnes privées d'emploi, les chômeurs et les travailleurs précaires, tout en favorisant leur insertion grâce à des parcours de formation adaptés. 1

Mettre en place des programmes d'investissement public dans les infrastructures (transports décarbonés et énergies renouvelables) et stimuler l'économie verte, en lien avec la stratégie nationale bas carbone et les scénarios ADEME 2050, dans la santé, l'éducation, le réemploi, la recherche et l'agriculture (agroécologie). 2

Soutenir l'école afin qu'elle puisse insuffler le plaisir d'apprendre à toutes et tous, éveiller à une éducation multidisciplinaire dès le plus jeune âge et trouver naturellement sa voie vers un métier utile à dominante manuelle, sociale, intellectuelle ou relationnelle. Enrichir les programmes de formation continue afin de favoriser l'apprentissage tout au long de la vie et nourrir l'employabilité durable de chacun. 3

Alléger le coût du travail pour les personnes sans emploi depuis plus d'un an. À cet effet, des initiatives telles que les Territoires zéro chômeur de longue durée, les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) et du secteur protégé ou encore les contrats aidés, sont soutenues. 4

Mettre l'IA à sa juste place en la réglementant et en la limitant à des usages spécifiques, afin d'éviter que son déploiement massif accentue la polarisation du marché du travail, entre l'hyperqualification d'un côté et la précarisation de l'autre. La libération du temps générée et les taxes sur l'IA sont mises au profit de la transition écologique et de l'engagement associatif. 5

Faire progresser la démocratie et la gouvernance partagée dans les entreprises, les administrations publiques, les associations, les partis politiques et les syndicats afin d'encourager les débats fertiles, l'innovation, la coconstruction et l'engagement qui en découlent. 6

Encourager les acteurs de l'économie sociale et solidaire, afin de créer des emplois qui répondent à des besoins sociaux mal pris en charge par l'économie de marché ou l'économie publique. Favoriser la reprise des petites et moyennes entreprises par leurs salariés sous forme de SCOP. Promouvoir le statut de coopérative d'activité et d'emploi (CAE) pour protéger les entrepreneurs indépendants. Développer des ponts avec les autres acteurs économiques pour faciliter la mobilité professionnelle. 7

Poser les bases d'un pacte civique autour du travail, afin que nos valeurs républicaines y soient mieux vécues.
Pour incarner la liberté, le travail doit pouvoir être choisi, offrir la possibilité d'en changer, de varier les activités et d'adapter son temps de travail à ses moments de vie.
Avec l'égalité, la non-discrimination (genre, origine, religion, âge) est systématique, les écarts salariaux limités et équitables.
Avec la fraternité, l'entraide, la coopération, la reconnaissance par les pairs deviennent des savoir-être précieux et reconnus. Ainsi s'opère un encadrement de l'esprit de compétition avec des règles compatibles avec la dignité des relations humaines et économiques. Pour marquer le changement de posture, les directions des ressources humaines deviennent des directions des relations humaines, formées à développer des coopérations à tous les niveaux. 8

Renforcer la responsabilité de tous les acteurs économiques et sociaux afin que l'emploi digne et durable devienne une priorité pour tous et que les organisations s'y adaptent en conséquence. 9

Instaurer une transparence des activités de lobbying en s'inspirant des règles déontologiques de la Commission européenne pour empêcher, notamment, les conflits d'intérêts. 10

Mettre en œuvre une TVA à trois niveaux selon l'impact écologique et social afin de réorienter l'économie sans choc brutal, tout en améliorant le déficit, l'emploi et le climat. 11

Se protéger du dumping social et écologique en intégrant notamment les préconisations de l'ADEME 2050. Les produits ne répondant pas à nos critères sociaux et écologiques sont interdits de commercialisation en France. Tous les produits et services commercialisés doivent afficher des scores d'engagements. 12

Les trois périodes

Nous pressentons trois grandes étapes et proposons ici, pour nourrir le débat, un chemin imaginé par le groupe de réflexion animé par SNC, montrant comment ces douze leviers de transformation pourraient s'incarner dans la durée.

2027-2030
Le sursaut citoyen

2031-2034
L'accélération territoriale

2035-2040
La consolidation durable

2027-2030
Le sursaut citoyen

En 2027, Camille se questionne...







Cela fait plusieurs mois que Camille, étudiante en agro-alimentaire, n'est pas rentrée chez elle au village de Bois-Renaud.











... Et Yasmina n'en peut plus !

À cette époque Yasmina est caissière dans une grande surface...



















2027, le sursaut citoyen

> *« Face aux enjeux démocratiques actuels, de nouvelles coopérations doivent impérativement se développer. La transmission d'une information juste et apaisée, par des messagers de confiance, est indispensable et urgente. »*
> — organisation patronale

En amont de la séquence des présidentielles, les citoyens mesurent l'importance de l'enjeu de choisir et construire ensemble une vision de société.

La période entre les étés 2026 et 2027 est celle d'une mobilisation citoyenne sans précédent : des artistes et influenceurs viennent en soutien pour porter la voix des scientifiques et des experts ; les syndicats et les mutuelles mobilisent leurs adhérents et sociétaires ; les associations, et SNC en premier lieu, sensibilisent leurs bénévoles et bénéficiaires à la nécessité de soutenir une transition juste ; les médias, notamment publics, apportent à leurs auditeurs et téléspectateurs une information éclairée. Tous ces acteurs parviennent à faire vivre des débats de société.

Voulant prendre part à ce sursaut citoyen, l'association SNC organise des groupes de travail avec ses parties prenantes, de nouveaux partenaires, des philosophes, des religieux, des économistes, des sociologues afin d'enrichir la réflexion sur les moyens et le chemin pour l'atteinte du plein emploi durable.

Les partis politiques se connectent à ces intentions de transformation et s'en inspirent pour formuler leurs programmes.

À la suite des élections présidentielles puis législatives, une majorité se constitue autour d'une intention commune de transformation.

Face à une situation économique qui se détériore, un chômage qui remonte, une pression citoyenne autour du pouvoir d'achat, du partage des richesses, de la santé, de l'alimentation saine et durable, de la sécurité et du dérèglement climatique, des conventions citoyennes sont organisées, dont une sur le défi du chômage et de la transformation des emplois.

Les témoignages et les apports d'experts permettent aux participants tirés au sort de prendre pleinement conscience du fait que le chômage est un multiplicateur d'exclusion. Cette convention a le mérite de nous mettre, individuellement et collectivement, face à nos responsabilités :

- L'entreprise, qui ne peut être performante dans un champ de ruines sociales et environnementales ;
- Les syndicats, qui arrivent à croiser les approches sectorielles et territoriales pour être au plus près des besoins des actifs et à anticiper les reconversions induites par la transition écologique ;

- Les citoyens, qui s'engagent pleinement dans les concertations en acceptant les avis de toutes et tous et reprennent confiance en la démocratie représentative ;
- Les politiques, qui tirent les leçons de leurs échecs sur le front de l'emploi et acceptent des processus de décisions plus délibératifs.

Suite à cette prise de conscience collective, les douze leviers de transformation vers l'atteinte du plein emploi durable sont approuvés démocratiquement.



« L'ensemble des propositions issues des conventions citoyennes a été travaillé, pour en sécuriser la mise en œuvre, avec les corps intermédiaires : syndicats, entreprises, collectivités territoriales, associations. Certaines propositions émises par les conventions citoyennes ont été ensuite directement transformées en propositions de loi. D'autres, nécessitant une adhésion plus large, ont été soumises à un référendum. Un comité de suivi citoyen a été mis en place afin de rendre publique leur mise en œuvre. »

Un plan ambitieux de financement pour transformer l'économie (+70 milliards €/an) est engagé, en adéquation avec les préconisations, de la stratégie nationale bas carbone (SNBC) sur le volet atténuation et du plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC) sur le volet adaptation.

Une répartition équilibrée et réaliste pourrait-être :

- Investissement public à hauteur de 10 milliards €/an pour financer l'adaptation : augmentation du budget du fond Barnier, du fond Vert et des agences de l'eau (+7 milliards€/an) et sécurisation du régime CatNat (+3 milliards €/an) pour stabiliser les revenus agricoles et compenser les pertes d'exploitation liées aux dérèglements climatiques ;
- Investissement public à hauteur de 25 milliards €/an pour participer au financement des plans d'atténuation (rénovation thermique, énergie décarbonée, mobilité douce…) ;
- Suppression des niches fiscales anti-climatiques, avec un accompagnement des plus vulnérables, à hauteur de 10 milliards €/an ;
- Encouragement de l'investissement privé à hauteur de 25 milliards €/an via un conditionnement des aides publiques à des critères climatiques, une obligation de rénovation et des normes plus strictes.

Pour financer ce plan de transformation sans augmenter le déficit public, une réforme fiscale sur les hauts revenus et patrimoines est déployée pour encourager la solidarité financière. Elle permet de collecter 50 milliards €/an.

Cette réforme est associée à une refonte de la politique fiscale du don aux associations, ce qui facilite l'optimisation fiscale à but social et écologique.

Sont mis en œuvre pour les personnes physiques :

- Un taux unique de réduction d'impôt à 75 % ;
- Un crédit d'impôt sur les revenus, universel et remboursable (le don est ainsi encouragé auprès des personnes non imposables) ;
- Une augmentation du plafond du don défiscalisable à 40 % du revenu ;
- Des dons successoraux défiscalisés.

Pour les entreprises, le mécénat est renforcé.

> *« En 2010, 40 % du patrimoine était détenu par 10 % des Français les plus aisés. Ce chiffre monte à plus de 50 % en 2025 ![25] Face aux inégalités de patrimoine grandissantes, 86 % des Français, de toutes les sensibilités politiques, sont favorables à la mise en œuvre d'une réforme fiscale sur le patrimoine[26]. »*
> *— organisation de la société civile*

Les associations voient leurs ressources financières passer de 10 à 25 milliards €/an; elles créent des emplois, notamment au profit des personnes qui en sont les plus éloignées (jeunes peu diplômés et personnes en situation de handicap) et en même temps, œuvrent à réparer les maux de notre société (isolement, précarité, mal-logement, mobilité inaccessible, fracture numérique, alimentation malsaine, problème d'accès…). C'est l'effet de levier social !

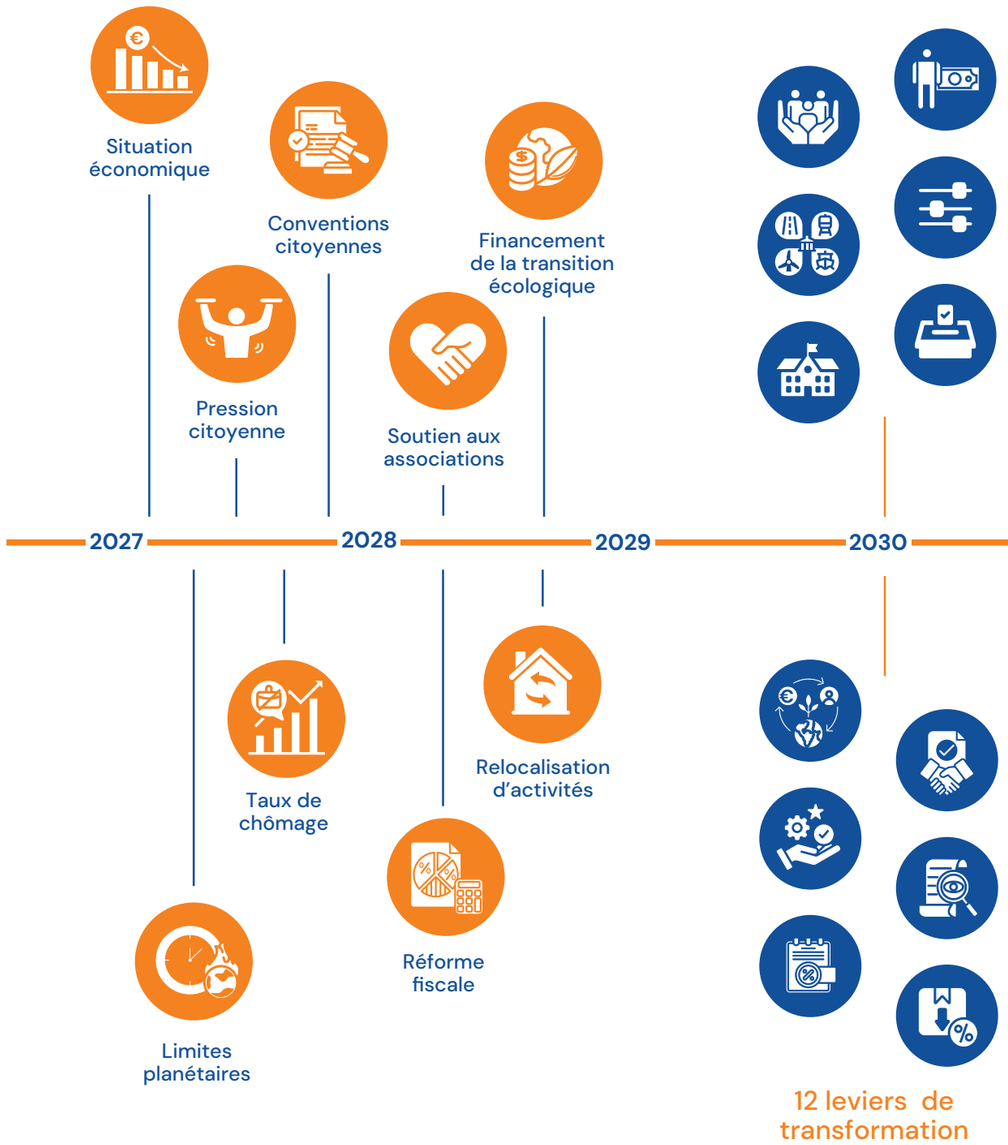


« Cette réforme fiscale est innovante, réaliste et socialement acceptable. Elle touchera les plus hauts patrimoines (supérieurs à 2-3 millions d'euros) et sera progressive de 0,5 % à 2 %. Elle doit limiter les possibilités d'optimisation fiscale à des fins d'enrichissement personnel. Plusieurs dispositifs peuvent y contribuer : évaluation annuelle automatique des actifs financiers, registre national des patrimoines actualisé, exit tax renforcée, coopération fiscale européenne, limitation des niches patrimoniales et imposition minimale effective. »

Les politiques de relocalisation d'activités se sont accélérées. Pour être plus efficace et plus près du terrain, cette relocalisation a été construite en partant des besoins et des possibilités des territoires. Elle contribue à la souveraineté du pays (agriculture, santé, technologie) tout en favorisant les pratiques plus responsables. Selon une étude de France Stratégie[27], une relocalisation ambitieuse pourrait créer 300 000 emplois industriels en France. Elle concerne certains secteurs clés, comme l'industrie verte, la santé, l'agroalimentaire localisé, le textile et les biens de consommation premium.

Ce plan d'atteinte du plein emploi durable contribue, dès les premières années de sa mise en œuvre, à diminuer la précarité des emplois.
Grâce à un dialogue social renforcé et à une meilleure répartition, du travail, le taux de mal-être au travail et les arrêts maladie commencent à baisser.

Des multiples crises au sursaut citoyen : poser les fondations d'une transformation durable



2031-2034 L'accélération territoriale

Le dérèglement climatique s'invite dans le quotidien

Cette année 2031, le 5ème festival citoyen Roule ma poule choisira 8 projets à soutenir. Dominique et Camille ont tous les deux déposé un dossier.

Tu n'es pas stressée de voir ton père demain, à ta présentation ?

Un peu. On ne s'est pas trop parlé depuis que je me suis installée en ferme maraîchère...

Il devait s'imaginer que tu reprendrais l'entreprise...

Oui, mais ce n'est pas mon projet, je ne veux plus de ce modèle ! J'ai hâte de développer le mien...

Allez, on se voit ce soir au festival, je vais réparer la pompe à chaleur du Cabas Solidaire !

L'eau est montée tellement haut à cause des fortes pluies...

Ne m'en parle pas, j'ai un boulot fou avec toutes ces installations inondées !

Une chance que le Cabas solidaire soit bien assuré, sinon on aurait coulé...

C'est vraiment bien, cette nouvelle épicerie ! Comment es-tu passée du supermarché à ici ?

Caissière, c'était très dur. Je suis devenue représentante du personnel, mais malgré nos luttes, rien n'a abouti. Alors je suis partie...

J'ai fait une immersion ici, pour découvrir. Je connaissais pas ça, moi, les coopératives et les circuits courts !

Ce soir au festival, je présente ma boîte. J'espère avoir le soutien du jury.

Dis-leur que tu vas créer de l'emploi durable, c'est la formule magique !

2031 : Financer la transition vers un autre modèle

Le soir, au festival...

Investir avec un impact, c'est clé ! Tristan et moi, nous analysons les projets soutenus avec une triple lecture économique, sociale et écologique.

FINANCER [illegible] PROJET grâce à ROULE MA POULE !

Je comprends. Nous aussi, on essaye des choses à l'usine...

Et je pensais que transformer l'entreprise ferait revenir ma fille dans l'aventure familiale...

Courage... Allez, je crois que les premiers candidats attendent.

...Et enfin, créer durablement des emplois pour répondre à l'impératif de la transition énergétique.

Dominique TALLIER

Pour la prochaine candidate, Alexandre...

Je vais rester si Camille est d'accord... Mais je ne délibérerai pas avec vous.

CLAP ! CLAP ! CLAP !

Camille VALDORIN

Camille, votre père souhaiterait assister à votre présentation, êtes-vous d'accord ?

Je...

M. DUBOIS

Oui, avec plaisir.

Pendant que le jury délibère...

Bravo, ton dossier de ferme maraîchère est solide, il devrait passer.

FINANCER SON PROJET grâce à ROULE MA POULE

Papa... je... merci pour...

Non, c'est à moi de te dire merci. Le monde change, et tu m'as obligé à bouger.

L'accélération territoriale



« Le manque de logement à prix accessible pénalise surtout les jeunes, les personnes avec des emplois précaires et les classes moyennes dans les zones tendues. Certains secteurs sont particulièrement touchés : la fonction publique (enseignants, soignants), le tourisme et l'hôtellerie-restauration avec la pénurie de saisonniers et le BTP (ouvriers et techniciens). Dans certaines zones, 10 à 20 % des difficultés de recrutement sont liées au logement[28]. Par ailleurs, le mal-logement (surpeuplement, précarité) détériore les conditions de travail (fatigue accrue liée aux longs trajets, stress financier et baisse de la disponibilité mentale). »

Grâce à une concertation entre l'État, les territoires, les partenaires sociaux et les associations, des plans territoriaux de transformation des emplois sont mis en œuvre.

Le label Solidarité est créé pour mettre en avant les entreprises les plus vertueuses en matière de transition juste auprès des consom'acteurs. Il valorise les entreprises limitant les écarts de rémunération et ayant une approche durable vis-à-vis de leurs actionnaires en réservant une part significative de leurs bénéfices à des projets sociaux et écologiques.

Afin de faciliter l'accès au logement, des parcs de logements sociaux dans les zones à fort besoin de main-d'œuvre sont développés. L'État et les collectivités locales lancent des chantiers de rénovation et de réhabilitation. Les plateformes de location sont fortement régulées dans les zones à pénurie de logements. La priorité est clairement donnée au logement des ouvriers, des étudiants et des personnes âgées, à faible niveau de ressources. Les associations apportent leur expertise pour éclairer la mise en œuvre de ces politiques publiques.

Afin de faciliter la mobilité géographique, les chercheurs d'emploi acceptant de changer de région pour retrouver un emploi reçoivent une prime d'installation de 6 000 euros et bénéficient d'un plan d'accompagnement spécifique.

Pour accélérer les mobilités intersectorielles que la transition écologique rend indispensables, l'État met en place, après avoir consulté des experts en évolution professionnelle, des parcours de développement des compétences et des dispositifs de soutien aux entreprises. Ces dispositifs s'appuient sur un travail de modélisation et de quantification des mobilités professionnelles.

Les catastrophes climatiques[29] touchent un nombre croissant d'habitants, notamment ceux installés à proximité d'anciennes zones inondables ou sur des zones sensibles au retrait et gonflement des argiles. Les pertes d'exploitation agricole sont en forte croissance. Grâce aux revalorisations financières précédemment actées, les déplacements des personnes situées dans des zones inondables sont financés ainsi que des travaux de prévention (création de zones humides). Le nouveau régime CatNat (catastrophes naturelles) couvre maintenant intégralement les pertes d'exploitation agricole ; les agriculteurs arrivent à rebondir face aux aléas climatiques à répétition.

> *« Le coût des sinistres climatiques a été multiplié par plus de 4 en moins de 30 ans. Sans une prise en compte de ces enjeux de solidarité, notre système de mutualisation des risques, qui permet à toutes et à tous de s'assurer à des prix accessibles, ne sera économiquement plus viable. »*
> — assureur mutualiste

Les transformations s'accélèrent sur les territoires en lien avec tous les acteurs économiques et sociaux. Les expérimentations d'entraide entre les métiers sont systématisées. La solidarité citoyenne est institutionnalisée avec la création d'une réserve citoyenne, regroupant des volontaires de tous âges, formés et prêts à intervenir lors de catastrophes naturelles.

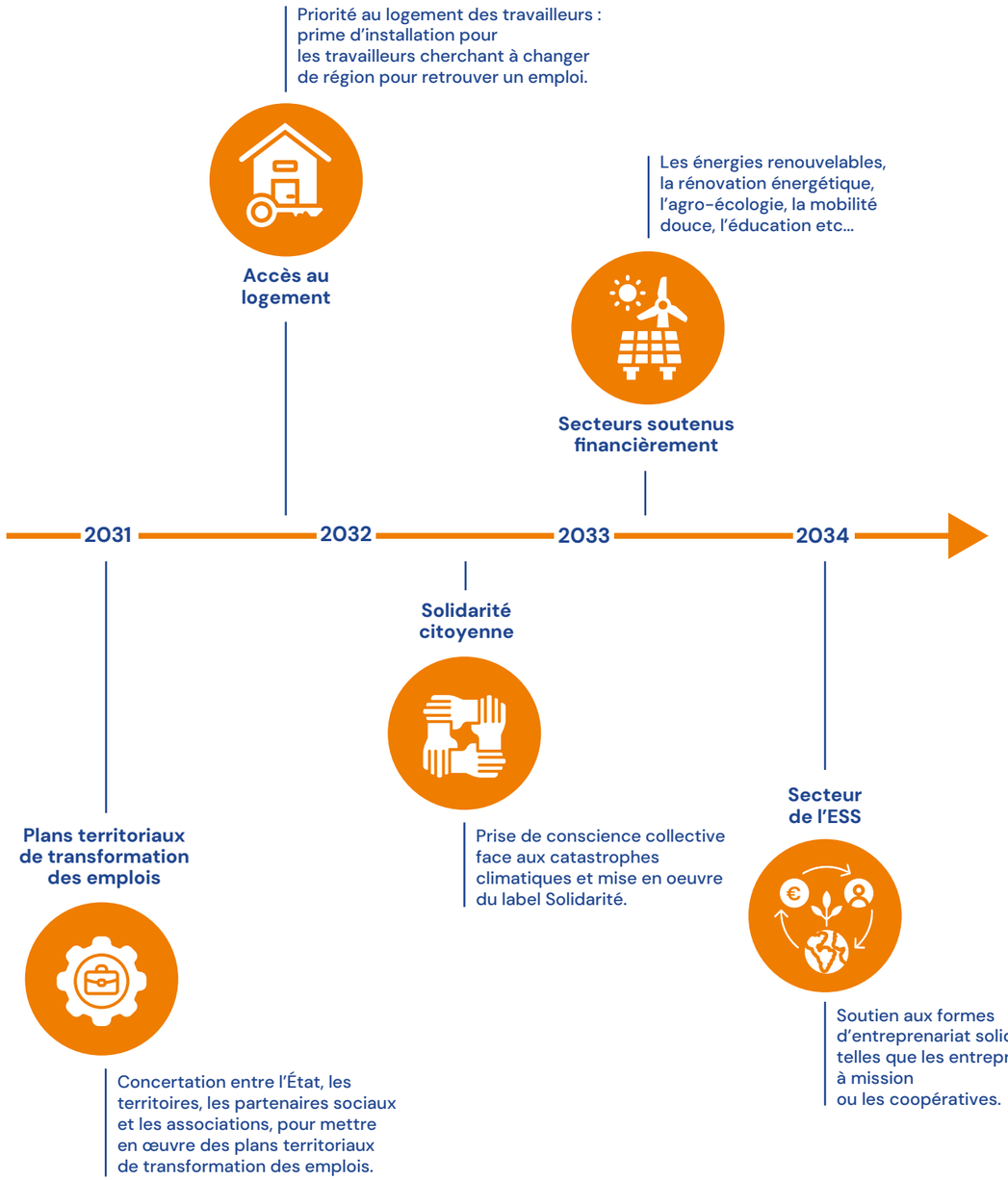
Des secteurs sont fortement soutenus financièrement et connaissent une forte croissance : les énergies renouvelables (solaire, éolien, hydraulique), la rénovation énergétique, l'agroécologie et l'alimentation durable, la mobilité douce (transports en commun, pistes cyclables, petits véhicules électriques…), l'économie circulaire, l'éducation et la sensibilisation, la recherche et le développement durable. Cette croissance compense les pertes d'emploi dans des secteurs à fort impact climatique.

Le dernier rapport 2026 du Shift Projet[30], lié au Plan robuste pour l'économie française, estime la création nette d'emploi à quelques centaines de milliers d'ici 2050. Il prévoit une forte croissance du secteur des énergies bas carbone, du maraîchage et de la rénovation. A contrario, le secteur de l'automobile thermique perdrait jusqu'à 40 % des emplois dans la vente et la réparation. **Selon ce rapport, le vrai risque, si le plan est appliqué, est plus lié à la pénurie de compétences qu'au chômage. Un enjeu central est la formation et la reconversion d'activité.** En recherchant l'atteinte du plein emploi durable, nous diminuons ce risque de pénurie de compétences, en permettant à plusieurs centaines de milliers de personnes sans emploi d'œuvrer à la décarbonation de notre économie.

L'économie sociale et solidaire gagne du terrain et concerne maintenant plus de 20 % des actifs (contre 14 % en 2024). Les diverses formes d'entrepreneuriat à impact positif et les entreprises à mission se multiplient. La croissance de l'ESS contribue à lever les freins au retour à l'emploi qui touchaient plus de deux millions de demandeurs d'emploi en 2025.

Les enjeux écologiques sont de plus en plus pris en compte et les citoyens acceptent des transformations de plus en plus profondes de leur mode de vie. Les besoins essentiels des territoires sont actualisés par des processus démocratiques : les conventions citoyennes. Ainsi, les compétences attendues sont identifiées à l'échelle de chacun des territoires et des plans de mobilité locale vers des emplois durables sont actés.

Une transformation qui s'accélère sur les territoires, et qui ne laisse personne au bord de la route de l'emploi.



2035-2040 La consolidation durable

2036, une transformation réussie

En 2036, l'usine Valdorin a réussi sa transformation vers la production de nuggets bio et végétaux, et se fournit localement.

Des paysans en bio, comme la ferme maraîchère de Camille, fournissent des ingrédients de qualité, en circuit court.

Pour la préparation des colis, l'entreprise fait appel à une structure d'insertion afin de favoriser l'accueil des personnes vulnérables.

Grâce aux combats menés pour conserver de l'emploi local, et à un dialogue social constructif avec tous les partenaires sociaux, l'usine Valdorin a obtenu le label Solidarité qui reconnaît les entreprises réduisant les écarts de revenus.

Valdorin

Les équipes ont pu se former aux nouvelles recettes et aménager la chaîne de production.

Maison Valdorin

Toutes ces transformations ont permis à Valdorin d'améliorer durablement son impact à tous les niveaux et de nourrir sainement la population locale !

La consolidation durable

Un investissement annuel de 70 milliards d'euros dans la transition écologique a structuré et solidifié de nouvelles filières (énergies renouvelables, mobilités douces, aménagement du territoire, agroécologie et alimentation durable, bois-forêts, électrification des usages, transformation industrielle, santé publique, formation-sensibilisation, économie circulaire, finance responsable…) et l'économie sociale et solidaire.

Face au vieillissement de la population et à la pénurie de main-d'œuvre dans ces nouvelles filières, une immigration accompagnée est soutenue. Elle apporte un dynamisme économique et culturel. La forte croissance du secteur associatif facilite l'accueil et l'intégration des personnes issues de l'exil.

« D'après une enquête du CREDOC[31], 73 % des personnes interrogées surestiment la part des immigrés dans la population. Or, la part de ces derniers dans la population était de 10,7 % en 2023. 35 % des sondés pensent qu'elle est supérieure à 25 %. Par ailleurs, 77 % des répondants estiment qu'une personne étrangère "mérite de devenir française quand elle travaille, cotise et paie ses impôts en France depuis plusieurs années". L'immigration comprise et acceptée passe donc par l'emploi, puissant vecteur d'inclusion. »



La quête de sens oriente autrement la recherche d'emploi et les habitudes de vie. La plupart des gens travaillent ou cherchent un emploi qui contribue à préserver ou à améliorer l'habitabilité sur Terre. Il en va de même pour les habitudes de consommation qui ont fortement évolué : consommer moins, mais mieux est maintenant la norme sociale.

Face aux coûts de plus en plus importants des catastrophes naturelles, l'État accentue la pression **pour la transformation des emplois à l'échelle des territoires.** Les personnes concernées par les activités destinées à décliner sont accompagnées vers des emplois durables.

La comptabilité CARE[32] (comptabilité adaptée au renouvellement de l'environnement) s'applique maintenant au PNB[33]. La croissance intègre des indicateurs extrafinanciers et le long terme. Nous sommes dans l'ère de la post-croissance (le PNB est stable, la croissance extrafinancière progresse). Le taux de plein emploi durable devient un indicateur politique majeur au même titre que l'inflation.

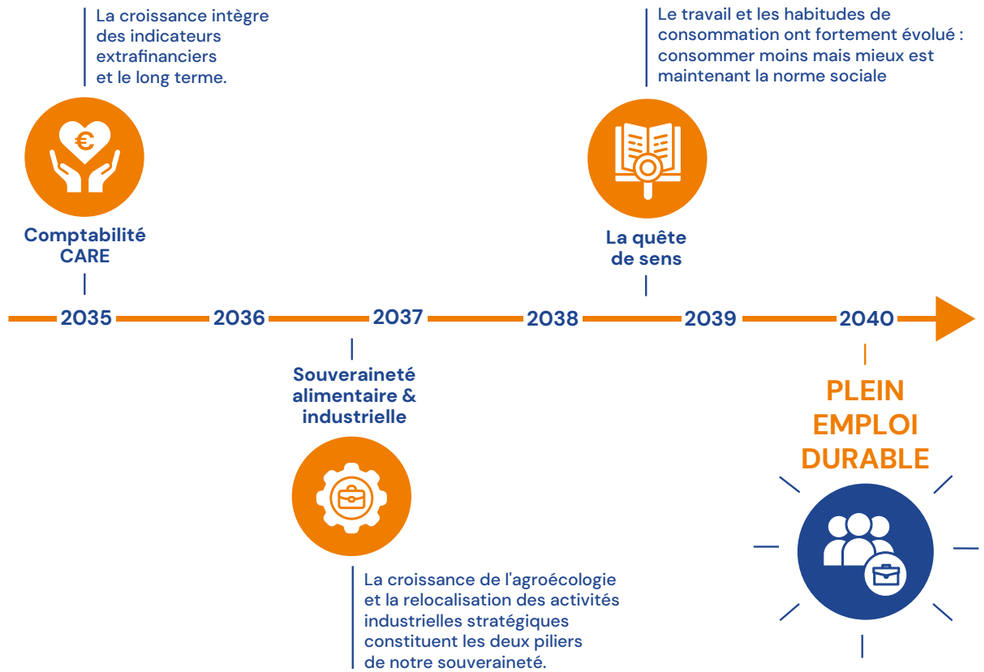
« À partir des principes traditionnels de la comptabilité, la méthode comptable CARE a pour ambition d'assurer le maintien du patrimoine financier, naturel et humain mobilisé par les activités économiques. C'est un excellent moyen d'intégrer une dimension de long terme et de robustesse dans l'économie. » – organisation de la société civile

L'agriculture s'est profondément transformée grâce à la croissance de l'agroécologie et de la production biologique. Les revenus des paysans sont sécurisés par un régime CatNat renforcé, par une évolution de la loi Egalim (le bio à 50 %, les achats locaux et durables à 30 % et les autres denrées à 20 %) et par une efficacité de la TVA encourageant la consommation de produits sains et durables.

« Selon une étude du ministère de l'Agriculture[34], la production biologique génère 30 % d'emplois en plus par hectare cultivé, tout en contribuant à des gains sanitaires et environnementaux. » – institut de recherche

Le vieillissement de la population a généré une pénurie de salariés dans le secteur de l'aide à la personne. En complément du recours à la main-d'œuvre issue de l'immigration, des dispositifs pour les salariés aidants sont généralisés afin de leur faciliter l'accompagnement de leurs proches. L'économie sociale et solidaire gagne du terrain, représentant 30 % des actifs. L'âge de la retraite varie selon le niveau de pénibilité du travail et l'espérance de vie sans incapacité. Il se situe entre 60 et 67 ans, et peut être adapté à la situation économique du pays. Le mécénat de compétences offre une fin de carrière apaisée et un apport précieux aux associations.

Avec un taux de chômage à 3 % et un taux de mal-être au travail inférieur à 15 %, le plein emploi durable est atteint.



Et maintenant?

PARTIE 3

Et maintenant ?

Ce manifeste, qui vise à alimenter le débat, montre qu'une voie est possible pour répondre aux défis actuels (économiques, écologiques et sociaux) sans laisser personne au bord du chemin de l'emploi.
Avec une intention de transformation collective comprise et partagée, ces histoires peuvent devenir réalité…

Cette voie s'appuie sur l'émergence d'une économie plus robuste. Elle nous aidera à sortir de l'individualisme[35] (relation gagnant — perdant) en allant vers le mutualisme[36] (relation gagnant — gagnant). Nous faisons le pari que, grâce aux liens de confiance ainsi développés, nous nous protégerons mutuellement. Nous accepterons des transformations de nos modes de vie pour atténuer notre impact sur le vivant et nous développerons nos capacités d'adaptation face aux aléas.

Les échanges que nous avons pu avoir tout au long de ce travail de réflexion avec près de 30 organisations différentes montrent que des coopérations nouvelles sont possibles, et souhaitées.
Elles sont source d'espoir, de créativité et contribuent à renforcer notre responsabilité individuelle et collective.

Clairs et déterminés sur l'objectif, nous espérons à présent associer experts et bonnes volontés sur les moyens de l'atteindre.

Impulsons ensemble des solidarités et des coopérations nouvelles pour faire advenir cette économie du plein emploi durable. C'est la seule à pouvoir offrir un avenir désirable aux futures générations.



Cercle vicieux d'une économie trop prédatrice (non pérenne)



Cercle vertueux d'une économie réparatrice (pérenne)



ANNEXES

Méthodologie d'élaboration

Ce manifeste est le fruit du travail d'un groupe de réflexion composé d'une douzaine de bénévoles SNC avec le soutien de l'ADEME.

La méthode s'est déroulée en sept étapes :

1. Converger sur une intention globale : l'atteinte du plein emploi durable
2. Analyser le passé et l'existant : repérer des liens de cause à effet, identifier des axes de transformation et des indicateurs à minimiser ou à maximiser
3. Définir une cible à atteindre : en contrôlant les sources des indicateurs de départ et en cherchant des méthodes de calcul cohérentes pour estimer leurs évolutions
4. Imaginer une trajectoire avec la méthode de *backcasting* planification commençant par la définition d'un avenir souhaitable, puis travaillant à rebours, pour identifier les politiques et les programmes qui permettront de relier cet avenir au présent
5. Identifier des obstacles et les intégrer au scénario
6. Mettre en récit : créer des personnages, se projeter sur leurs parcours et leurs émotions
7. Faire réagir pour améliorer la crédibilité des travaux : d'abord la vingtaine de membres du Conseil d'Administration de Solidarités nouvelles face au chômage, puis près d'une trentaine de parties prenantes (institutionnels de l'emploi, entreprises, partenaires sociaux et société civile).

Explication des indicateurs

Le tableau ci-dessous explique les hypothèses de calcul prises pour expliquer les évolutions entre 2027 et 2040.

Taux de chômage à 3 % 1,5 million de personnes sorties du chômage	Augmentation de la population active occupée (en emploi) de 28,5 à 30 millions. Le nombre de chômeurs baisserait de 2,5 à 1 million, et le taux de chômage de 7,9 % à 3 %. Le taux d'emploi passerait de 68 à 72 %.
Création nette de 1,5 million d'emplois	700 000 emplois nets créés par l'investissement de 70 milliards €/an dans la transition écologique (secteur privé). 500 000 dans l'ESS par la réforme fiscale du don (+15 milliards €/an). 300 000 par la relocalisation d'activité. Stabilisation dans le secteur public.
500 000 emplois nets créés dans l'ESS par les 15 milliards €/an de dons supplémentaires	La politique fiscale permet à 20 000 associations employeuses de financer le recrutement de 25 personnes en moyenne : budget +750 000 €/association, en estimant un salaire chargé moyen de 60 000 €/an, prise en charge à 50 % par l'activité économique de l'association.

Gains de 25 milliards €/an sur les dépenses de l'assurance chômage	En 2025, le coût moyen d'un demandeur d'emploi est de 18 000 €/an : 45 milliards €/an de dépenses de l'assurance chômage pour 2,5 millions de chômeurs. En 2040, avec 1 million de personnes au chômage, le coût pour l'assurance chômage est de 20 milliards €/an.
Gains de 25 milliards €/an sur les cotisations salariales et patronales, la TVA supplémentaire et l'impôt sur le revenu	Avec un salaire brut moyen de 30 000 €/an, la création nette de 1,5 million d'emplois génère : 19 milliards €/an de cotisations en plus (1,5 million x 30 000 € x 42 %, le taux global de cotisation). 6 milliards €/an d'impôt sur le revenu des personnes qui travaillent. Un gain de pouvoir d'achat (donc de la TVA).
470 000 personnes sorties du chômage de longue durée	300 000 emplois dans le secteur associatif (ESAT, EBE, ressourceries). 100 000 emplois dans le secteur privé (créés par la transition écologique et la relocalisation d'activités stratégiques). 70 000 en formation.
6 millions de personnes ne souffrent plus d'isolement relationnel	Gains obtenus grâce à la croissance du secteur associatif. 5 millions sont devenus bénévoles ou bénéficiaires. 1 million a retrouvé un emploi.
3 millions de personnes sont sorties de la pauvreté	1,4 million de personnes sous le seuil de pauvreté ont trouvé un emploi. 1,6 million a bénéficié d'une augmentation d'activité et une revalorisation de leur travail, notamment dans les domaines agricoles et de l'aide à la personne. Toutes les personnes ont bénéficié du soutien aux associations et des politiques publiques en matière de logements sociaux, de mobilité bas carbone, d'isolation thermique, ainsi que de la baisse de la TVA sur l'alimentation, les biens et les services durables.
Passage de 44 % à 15 % des salariés en mal-être	Cette évolution est obtenue grâce à l'impact des réformes apportées par le pacte civique autour du travail, à la mise en place du label Solidarité, à la TVA ajustée à l'impact écologique et social des produits et services, à des coopérations nouvelles (entreprises, associations, syndicats, territoires) et au sens apporté par les emplois durables (sains pour soi et pour la planète).
Gains de 6 milliards €/an sur les dépenses de la Sécurité sociale	Diminution par deux des arrêts maladie, ce qui a pour effet d'augmenter la productivité générale.

Notes de bas de page

[1] Jean-Baptiste de Foucauld, L'abondance frugale pour une nouvelle solidarité, éditions Odile Jacob, 2010
[2] https://www.notre-environnement.gouv.fr/themes/societe/article/limites-planetaires
[3] https://www.notre-environnement.gouv.fr/themes/climat/article/comprendre-le-changement-climatique
[4] https://www.wwf.fr/vous-informer/actualites/rapport-planete-vivante-2024-les-populations-de-vertebres-sauvages-ont-decline-de-73-depuis-1970
[5] https://www.ipsos.com/fr-fr/travail-les-salaries-francais-face-une-sante-mentale-degradee
[6] Paul Ricoeur, Temps. et récit La configuration dans le récit de fiction, éditions du Seuil, 2013
[7] Olivier Hamant, Antidote au culte de la performance. La robustesse du vivant, éditions Gallimard, 2023
[8] https://www.cerema.fr/system/files/documents/2022/10/ctt_6oct22_adaptercollectivitenature_ds_changementclimatique.pdf
[9] https://www.francetravail.org/accueil/actualites/infographies/tous-mobilises-pour-lever-les-freins-a-lemploi.html?type=article
[10] https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/strategie-nationale-bas-carbone-snbc
[11] https://www.service-public.gouv.fr/particuliers/vosdroits/F2355
[12] https://www.economie.gouv.fr/particuliers/impots-et-fiscalite/gerer-mes-autres-impots-et-taxes/tva-taux-reduit-pour-quels-travaux
[13] https://reporterre.net/Inaction-ecologique-meme-la-Cour-des-comptes-tacle-l-Etat
[14] https://www.strategie-plan.gouv.fr/files/files/Publications/Rapport/2023-incidences-economiques-rapport-pisani-5juin.pdf
[15] https://reseauactionclimat.org/projet-de-strategie-nationale-bas-carbone-des-ameliorations-pour-le-volet-emplois-et-competences/
[16] https://agriculture.gouv.fr/infographie-lagriculture-biologique
[17] https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/03/18/l-ia-une-menace-pour-5-millions-de-salaries-en-france_6672064_3234.html
[18] https://www.touteleurope.eu/economie-et-social/qu-est-ce-que-le-rapport-draghi-sur-l-avenir-de-la-competitivite-de-l-ue/
[19] Bruno Latour, Où atterrir ? Comment s'orienter en politique, Editions La Découverte, 2017
[20] Pape François, Lettr. Enc.Laudato si' (24 mai 2015), n 139.
[21] https://www.banquedesterritoires.fr/territoires-zero-chomeur-de-longue-duree-le-comite-scientifique-appelle-poursuivre-malgre-un-cout
[22] https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/les-metiers-des-immigres
[23] https://www.franceassureurs.fr/risques-climatiques-et-assurance/
[24] https://www.georisques.gouv.fr/minformer-sur-la-prevention-des-risques/la-garantie-cat-nat
[25] https://www.inegalites.fr/inegalites-patrimoine
[26] https://www.publicsenat.fr/actualites/politique/la-taxe-zucman-plebiscitee-par-86-des-francais-il-se-passe-un-truc-massif-et-transpartisan-dans-le-pays
[27] https://www.strategie-plan.gouv.fr/files/2025-02/fs-2024-dt-mission-industrie-22juillet10h-couv-final%20%282%29.pdf
[28] https://www.20minutes.fr/economie/4065795-20231207-emploi-pres-cas-cinq-difficultes-recruter-viennent-difficultes-loger
[29] https://www.franceassureurs.fr/risques-climatiques-et-assurance/
[30] https://theshiftproject.org/publications/reussir-la-transition-dans-lincertitude/
[31] https://www.vie-publique.fr/en-bref/298572-immigration-de-travail-comment-est-elle-percue-par-la-population
[32] https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/igpde-seminaires-conferences/media-document/2022_CARE_REPENSER%20LA%20COMPTABILIT%C3%89%20SUR%20DES%20BASES%20%C3%89COLOGIQUES.pdf
[33] Le PIB mesure la contribution productive des unités résidentes. Il se distingue du Produit national brut (PNB) qui prend comme critère l'appartenance nationale
[34] https://agriculture.gouv.fr/infographie-lagriculture-biologique
[35] https://www.slate.fr/tribune/81091/etat-face-individualisme
[36] https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/en-quete-de-politique/en-quete-de-politque-du-dimanche-01-juin-2025-8114769

Pour aller plus loin

Anact, La montée de l'individualisme au travail, perçue par 60 % des salariés, augmente de 1,6 fois le risque de détresse psychologique, 2025

Centre d'observation de la société, Qui souffre d'isolement en France, 15/04/2024

Cour des comptes, sécurité sociale 2024, 29/05/2024

France générosité, les chiffres clés de la générosité, 2024

France Info, bien-être au travail : 44% des salariés en détresse psychologique, 9/03/2023

INSEE, Au quatrième trimestre 2025, le taux de chômage atteint 7,9 %, 10/02/2026

Insee, Statistiques et études, 7/03/2023

Insee, taux de chômage par tranche d'âge, 8/8/2025

Malakoff-Humanis, baromètre absentéisme 2024, 26/07/2024

Ministère de la vie associative, La France associative en mouvement 2024, 10/2024

National Géographic, le danger des aliments ultra-transformés sur la santé mentale, 18/11/2024

Observatoire des inégalités, comment évolue la pauvreté en France ?, 8/07/2025

Observatoire des inégalités, Le chômage de longue durée demeure à un niveau élevé, 20/05/2025

Observatoire des inégalités, Chômage : les non-diplômés en première ligne, 16/06/2023

Observatoire des inégalités, la difficile insertion de personnes handicapées, 28/07/2025

Observatoire des inégalités, les inégalités de salaires en France, 2024

Observatoire des inégalités, une précarité du travail x2 en 40 ans, 8/11/2024

Solidarités Nouvelles face au Chômage, rapport plaidoyer 2024, 09/2024

Sud Ouest, Conditions de travail et environnement chez Shein, 26/07/2023

Unedic, Situation financière de l'assurance chômage, 12/06/2025

Équipe de rédaction

François Quintreau. Secrétaire de SNC, il est à l'origine de la création du groupe SNC de Niort. Fort de sa conscience écologique et de son expérience de bénévole-accompagnateur, il est à l'initiative de la Fresque de l'emploi durable (FED). Responsable de projets à impact à la MACIF, il œuvre à la sensibilisation des sociétaires au lien entre l'assurance et le dérèglement climatique.

Thomas Gaudin. Économiste à l'ADEME et président de l'association Diagnostic partagé des causes du chômage (DPCC), il coordonne les questions relatives à l'emploi pour l'ensemble des activités de l'ADEME, notamment celles concernant la transition 2050. Spécialiste des dialogues entre l'emploi et l'écologie, il a conçu et développé le Support aux dialogues prospectifs (SDP) pour la rénovation énergétique des logements. Ce dispositif a incité SNC à élaborer son propre projet prospectif sur l'emploi, le travail et le chômage.

Marine Rudant. Responsable de projets, salariée à SNC, elle anime la Fresque de l'emploi durable (FED) et coordonne le pôle parcours emplois durables, dont les dispositifs de solidarité financière pour aider les personnes à lever les freins à leur recherche d'emploi.

Marine Alléon. Bénévole-accompagnatrice et administratrice de SNC, animatrice de la FED, elle est conseillère en emploi et formation.

Martine Barigault. Animatrice de la FED, bénévole au sein du Pacte civique, elle développe une activité de consultante.

Eva Bernard. Bénévole-accompagnatrice et administratrice de SNC, elle est cadre dirigeante dans le secteur de la santé.

Hélène Brunet. Bénévole-accompagnatrice SNC, secrétaire générale du GIECO, elle était ingénieure automobile.

Françoise Caron. Animatrice de la FED, Shifteuse bénévole, elle est psychologue du travail, spécialiste de l'écoanxiété.

Gérald Cauviere. Bénévole-accompagnateur et administrateur de SNC, il était cadre dirigeant dans la protection sociale mutualiste.

Lise-Hélène Cortes. Bénévole-accompagnatrice et administratrice de SNC, animatrice de la FED, elle est consultante en transformation des organisations.

René Eksl. Bénévole-accompagnateur SNC, il est également auditeur bénévole pour Emmaüs et engagé au sein de Passerelles & Compétences.

Bruno Narcy. Bénévole-accompagnateur SNC et animateur de la FED, il a travaillé dans le financement bancaire et l'expertise des actifs d'exploitation des entreprises, notamment ceux destinés à la production d'énergies renouvelables.

Catherine Urvoy. Bénévole-accompagnatrice, elle fait partie de l'équipe plaidoyer de SNC.

Remerciements

Ce manifeste est le fruit d'un travail collectif.

Nous remercions les bénévoles, l'équipe salariée et le conseil d'administration de SNC engagés sur ce projet et plus particulièrement : Luca-Marie Beck, Evelyne Falguière, Didier Fessard, Virginie Février, Marie-José Gancel, Pascal Goursaud, Anne-Sophie Lemaistre, Marie-Pierre Loumont, Marie-Laure Manteau, Y-Ling Nam, Anne d'Orgeval, Lucas Siret, Emmanuelle Valentin, Philippe Vallot.

Nous remercions l'ADEME pour sa confiance, la compétence de ses équipes, et ses précieux apports méthodologiques.

Nous remercions les organisations ayant accepté de réagir à ces travaux :
AEMA groupe, l'AFPA, l'APEC, ATD ¼ Monde, la CFDT, la CFTC, le Crédit Mutuel, Emmaüs, la Fédération des SCOP et des SCIC, la Fédération nationale des SCOT, France Travail, le groupe La Poste, l'Institut de l'économie circulaire, le Lab Green Guidance, la MACIF, la MAIF, le MEDEF, le ministère de la Transition écologique, le Mouvement Impact France, l'Opération Milliard, le Réseau Action Climat, le Rotary Club, SATOR, le Shift Project, les Shifters, l'UNAPEI, l'Unedic, l'École de la transition.

Nous remercions The Ink Link d'avoir apporté son talent créatif pour les mises en récit et en images.

Ce manifeste vous a plu ?
Envie de cheminer avec nous ?

Contactez-nous !
snc@snc.asso.fr

SNC
Responsable éditoriale : Céline Settimelli
Rédacteur principal : François Quintreau
Ont contribué à la rédaction : Marine Alléon, Martine Barigault, Eva Bernard, Hélène Brunet, Françoise Caron, Gérald Cauviere, Lise-Hélène Cortes, René Eksl, Thomas Gaudin, Bruno Narcy, Marine Rudant, Catherine Urvoy.

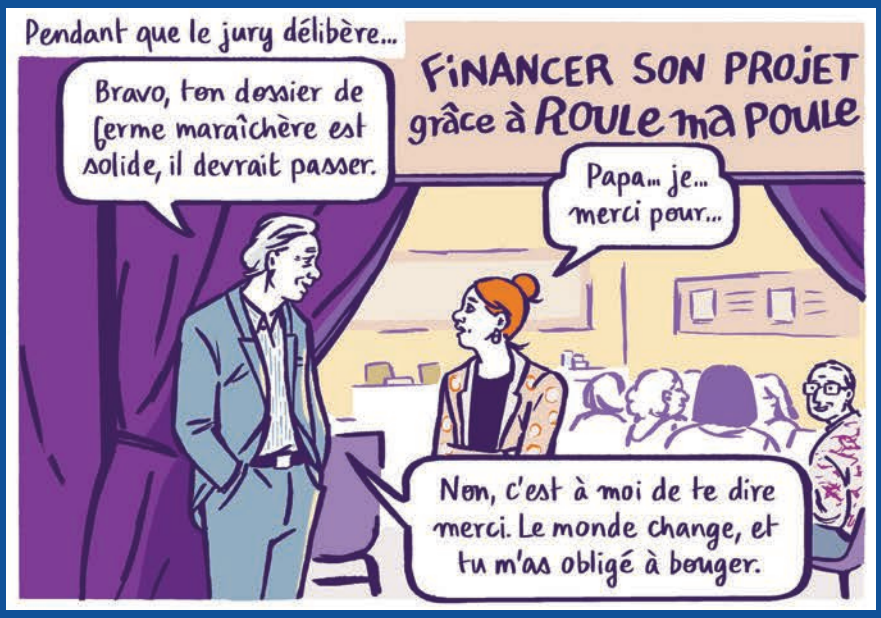
Une coréalisation The Ink Link, avec :
Éditrice : Emmanuelle Perez
Scénariste des BD : Victor Pied
Illustratrice des BD : Camille Ulrich
Graphiste et infographiste : Jeanne Neyran--Guérin

Imprimé par Earth Green & Paper, Paris, France sur papiers écologiques à fibres issues de forêts gérées durablement.

Première édition : juin 2026
Dépôt légal : juin 2026
ISBN : 978-2-9575439-6-0

© SNC 2026 — Toute reproduction interdite sans autorisation.

SOLIDARITÉS NOUVELLES *face au* CHÔMAGE



Si la neutralité carbone est la boussole écologique,
le plein emploi durable est la boussole sociale.

Forte de son expérience de terrain, l'association SNC
publie un manifeste prospectif
pour une société désirable... Et quelques idées
pour y parvenir, collectivement.

SOLIDARITÉS
NOUVELLES
face au CHÔMAGE

Pour nous soutenir : ***snc.asso.fr/don***

9 782957 543960 10 €

SolidaritesNouvellesfaceauchômage
AssociationSNC
solidarites-nouvelles-face-au-chomage
Associationssnc

Podcast **« Espèce de chômeur »**